



**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**

# L'économie du Maroc face à la crise

Par M. Mohamed CHAFIKI  
Directeur des Etudes et des Prévisions Financières

*Rabat, le 27 novembre 2008*



## **Contexte international marqué par de profondes mutations**

- ❑ Dans un contexte de mondialisation et d'interdépendance des économies, le Maroc a renforcé son ouverture et sa stratégie d'intégration à l'Union Européenne ;**
- ❑ Une dynamique de réformes, de modernisation, d'ouverture, de démocratisation et d'adhésion aux valeurs universelles des droits de l'homme, ...;**
- ❑ Un environnement international mutant se traduisant par des incertitudes, des risques, des opportunités à saisir par l'économie nationale dans le cadre d'une vision fondée sur des partenariats stratégiques et une compétitivité régionale globale (zone euro Méditerranéenne, Union Pour la Méditerranée, Maghreb, ...).**

# Une crise financière aigue

## ❑ Retournement de la situation de surliquidité sur le marché américain

- ✓ Éclatement de la bulle immobilière : baisse de la valeur des actifs et apparition des premières difficultés (faillite de Lehman Brothers, ...) ;
- ✓ Crise de confiance généralisée : les banques n'accordent plus de crédits même sur le marché interbancaire ;
- ✓ Répercussion de la crise commence à se répercuter sur le secteur réel.

## ❑ Réaction des États et des banques centrales

- ✓ Plan de sauvegarde américain : 700 MM.\$ ;
- ✓ Plan de sauvegarde européen : 2000 MM. Euros ;
- ✓ Prise de participation publique dans les banques ;
- ✓ Concertation et coordination des politiques monétaires à l'échelle internationale (baisse des taux directeurs des banques centrales, injections de liquidités, ...) ;
- ✓ Vers un nouveau Bretton Woods.

# Une crise financière aigue

- ❑ Crise financière intervient après la crise des matières premières qui n'est pas encore totalement consommée ;
- ❑ Impact différencié sur l'économie réelle :

<i>Révision des prévisions de croissance dans le monde</i>			
	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>
1. Croissance de l'économie mondiale en %			
<b>Monde</b>	<b>5,0</b>	<b>3,7</b>	<b>2,2</b>
<b>Economies avancées</b>	2,6	1,4	-0,3
Etats-Unis	2,0	1,4	-0,7
Japon	2,1	0,5	-0,2
Zone Euro	2,6	1,2	-0,5
France	2,2	0,8	-0,5
Espagne	3,7	1,4	-0,7
<b>Economies émergentes</b>	<b>8,0</b>	<b>6,7</b>	<b>5,1</b>
2. Taux de croissance des échanges extérieurs de B&S	7,2	4,6	2,1
3. Inflation en %			
Pays les plus développés	2,2	3,6	1,4
Economies émergentes et pays en développement	6,4	9,2	7,2

*FMI : novembre 2008*

## Impact limité de la crise financière....

### ➤ Sur le secteur financier :

- ✓ Les banques marocaines ne détiennent pas de créances hypothécaires « toxiques » ;
- ✓ Les avoirs des banques marocaines à l'étranger restent modestes par rapport à leurs fonds propres (1,2%);
- ✓ Les engagements des entreprises marocaines en devises représentent à peine 3,3% des crédits qui leur sont accordés par les banques ;
- ✓ Les investissements étrangers à la Bourse de Casablanca revêtent un caractère essentiellement stratégique, la part du flottant ne dépassent pas 1,8% ;
- ✓ La dette extérieure publique est dans sa quasi-totalité une dette à moyen et long termes.

### ➤ Sur le secteur réel :

- ✓ La crise pourrait avoir un impact sur l'économie réelle (tourisme, exportation, transferts des MRE, IDE) ;

## Résilience de l'économie nationale face aux chocs

- ✓ **Rapport du FMI** : « la performance économique récente du Maroc est favorable grâce à une économie plus diversifiée, une situation budgétaire consolidée et un secteur financier solide, le Maroc est bien positionné pour poursuivre son développement malgré la conjoncture mondiale difficile » ;
- ✓ **Rapport du FMI** : « le secteur financier est capable de résister aux chocs, ...stable, convenablement capitalisé et rentable... » ;
- ✓ **Fitch Ratings** : « ... la crise financière internationale actuelle aura un effet mineur sur l'économie marocaine, ... » ;
- ✓ L'octroi du « Statut Avancé » au Maroc témoigne de la confiance de nos partenaires ;
- ✓ Adhésion du Maroc au Comité d'investissement de l'OCDE.

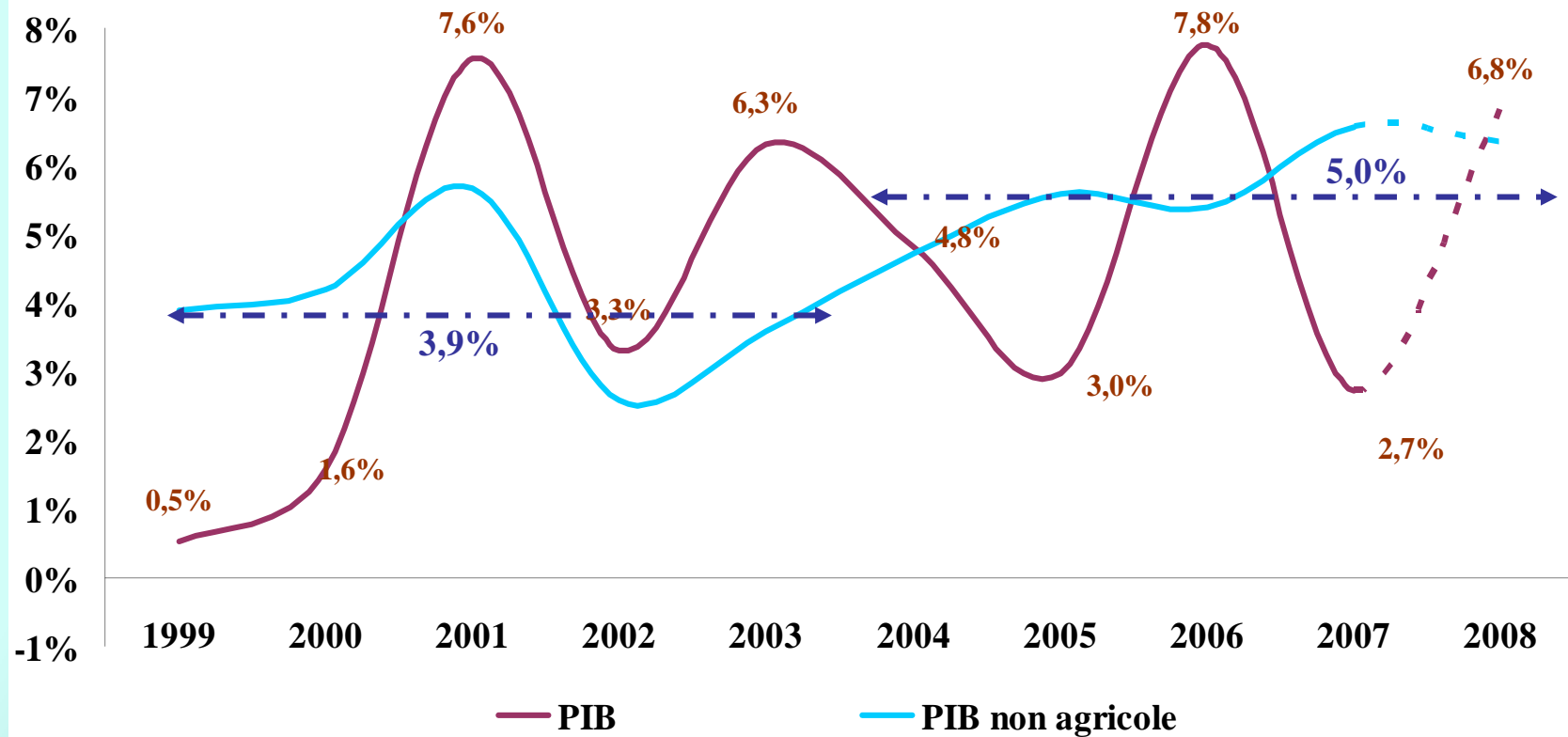


## Environnement macro-économique stable

□ L'économie nationale a connu de profondes mutations structurelles au cours des dernières années :

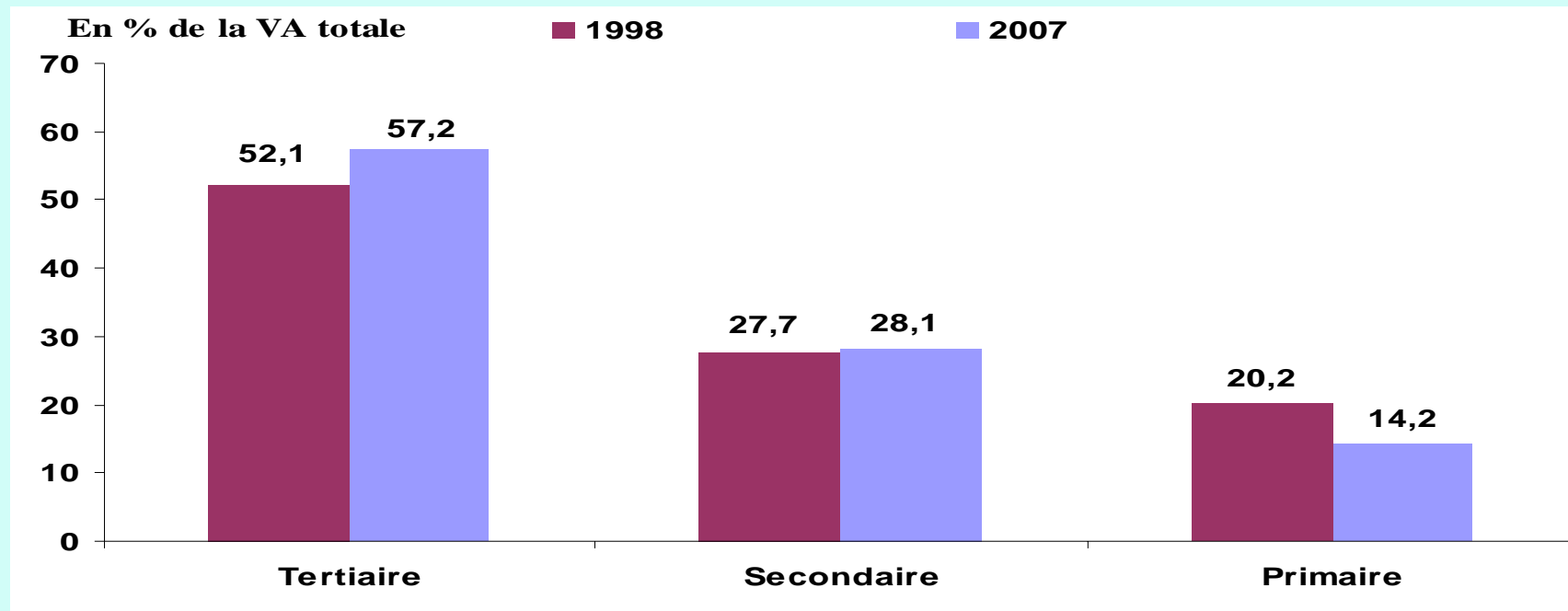
- ✓ Consolidation du rythme de la croissance et diversification des sources de croissance ;
- ✓ Maîtrise de l'inflation autour de 1,8% et ce, malgré la hausse des prix du pétrole et des matières premières ;
- ✓ Réalisation d'un excédent du compte courant en dépit de l'aggravation de la balance commerciale ;
- ✓ Contrôle du déficit budgétaire et réduction du niveau de l'endettement : endettement global du Trésor réduit de 7,3 points du PIB au cours des cinq dernières années pour se situer à 53,6% en 2007 ;
- ✓ Indicateurs sociaux améliorés, notamment au niveau du taux de chômage qui a continué à suivre sa courbe décroissante pour atteindre 9,8% en 2007 et baisse du taux de pauvreté à 9% contre 15,3% en 2001.

## Forte croissance en dépit d'un contexte difficile ...



- ❑ Forte croissance en dépit d'un environnement peu favorable (*renchérissement des prix des matières premières, ralentissement de la croissance mondiale, crise de liquidité dans les marchés financiers mondiaux, sécheresse, hausse de la charge de compensation, ...*)
- ❑ Progression de 5% du PIB en 2004-2008 contre 3,9% en 1999-2003 grâce aux politiques économiques, financières et sectorielles menées et aux réformes et chantiers ouverts ;
- ❑ ... accompagnée d'une nette réduction de la volatilité de la croissance du PIB : 2,8 points entre 2004 et 2007 après 6,7 points entre 1999 et 2003.

## Transformation structurelle, orientée en grande partie vers la tertiarisation ...

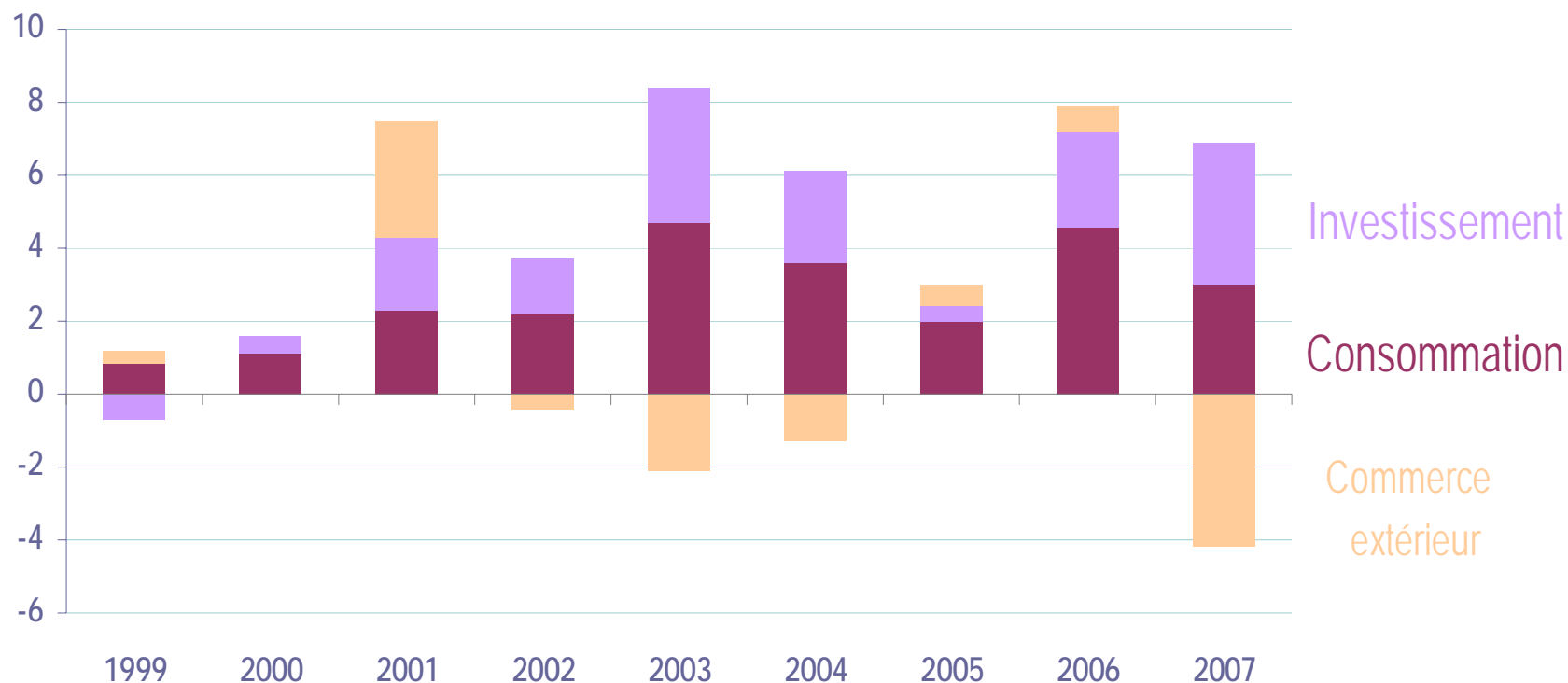


- ❑ Accès à un nouveau palier de croissance passant de 4% durant la période 1999-2003 à 5,6% en moyenne sur la période 2004-2007;

... accompagné d'une tertiarisation du tissu productif national : la part des activités tertiaires dans la valeur ajoutée totale est passée de 52,1% en 1998 à 57,2% en 2007.

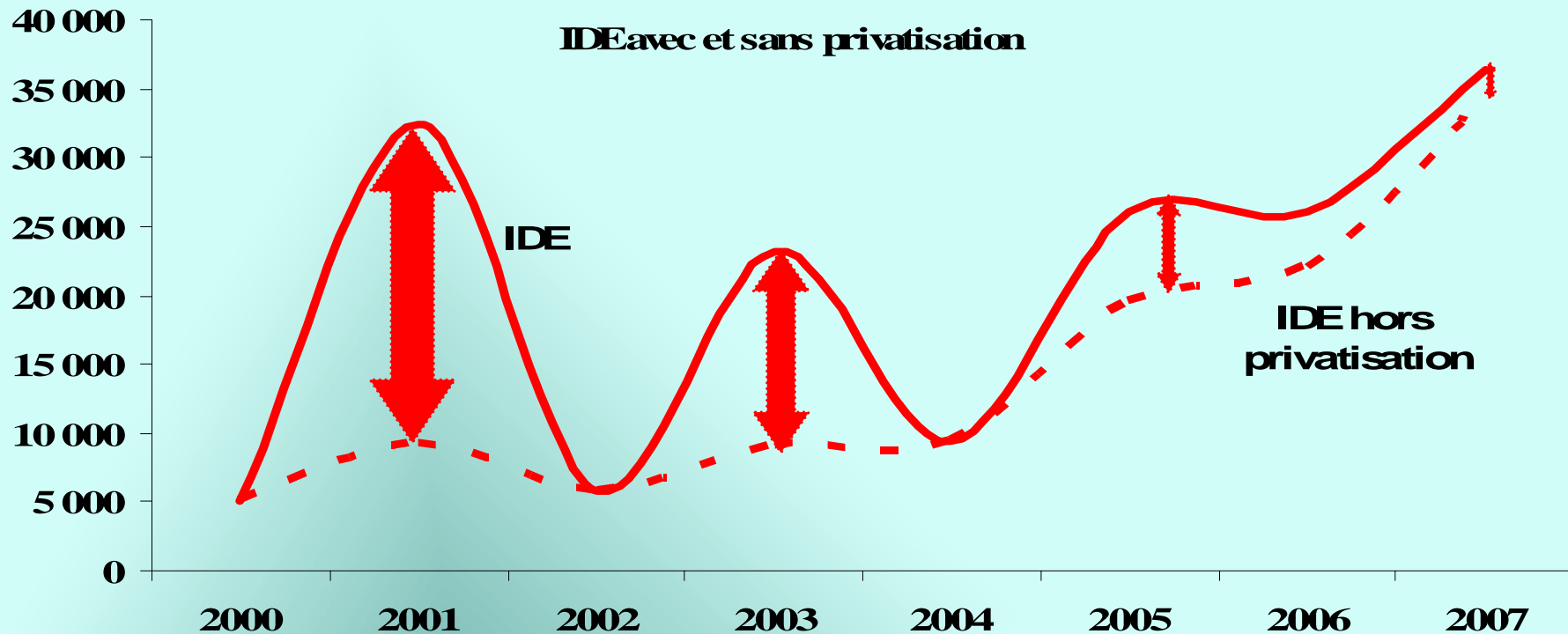
- ❑ Ce palier a été atteint suite au dynamisme continu de plusieurs secteurs comme le BTP, le tourisme, le commerce, les télécommunications et les services rendus aux entreprises.

## Croissance tirée davantage par la demande intérieure



- ❑ La consommation et l'investissement sont les principaux déterminants de la croissance avec une contribution de 3,6 et de 2,6 points respectivement entre 2003 et 2007;
- ❑ Le solde des échanges extérieurs a contribué négativement à la croissance économique avec 1,3 point suite au développement des importations à un rythme supérieur à celui des exportations.

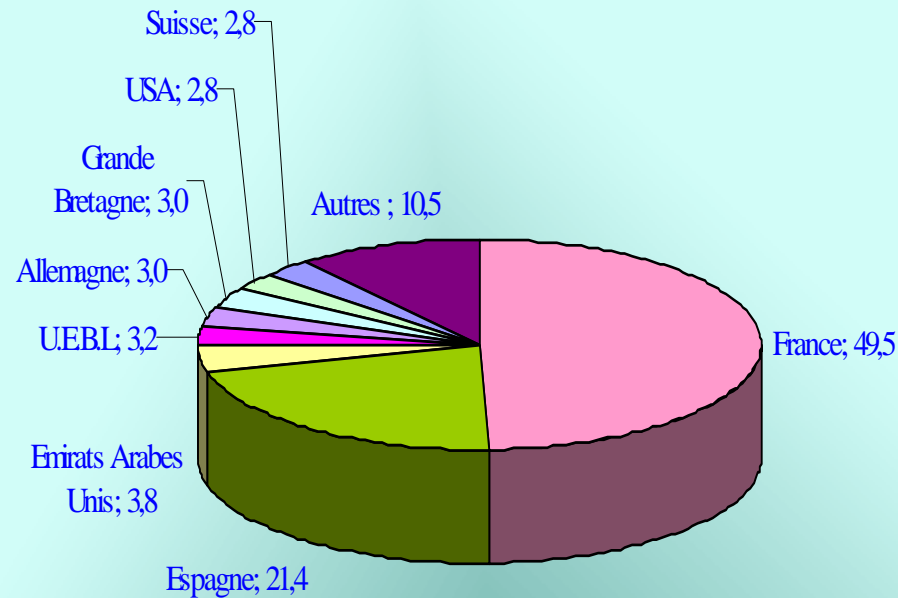
## Rôle croissant des IDE



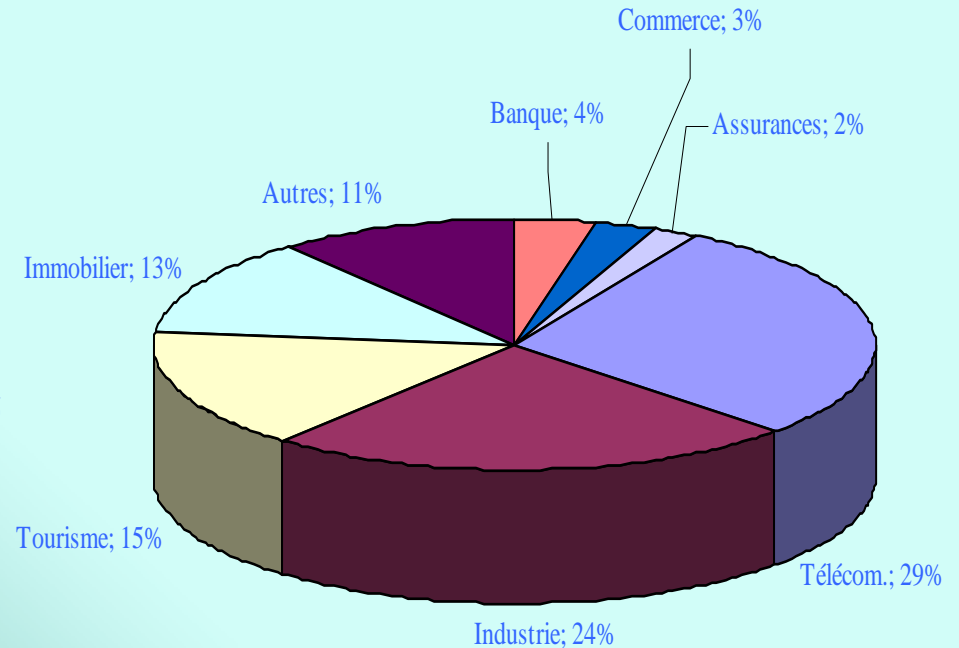
- ❑ Essor important des IDE au Maroc au cours des dernières années, passant de 5 milliards de DH en 2000 à 33,6 milliards en 2007.
- ❑ Amélioration progressive de leur part dans la FBCF et dans le PIB de 4,9% en 2000 à 18,9% en 2007 pour la FBCF et de 1,3% à 5,9% pour le PIB.
- ❑ Expansion des IDE essentiellement dans les secteurs de télécommunications, l'industrie, l'immobilier, le tourisme et les banques.

# La France est la principale source de l'IDE au Maroc

Répartition géographique des IDE au Maroc (2000-2007)

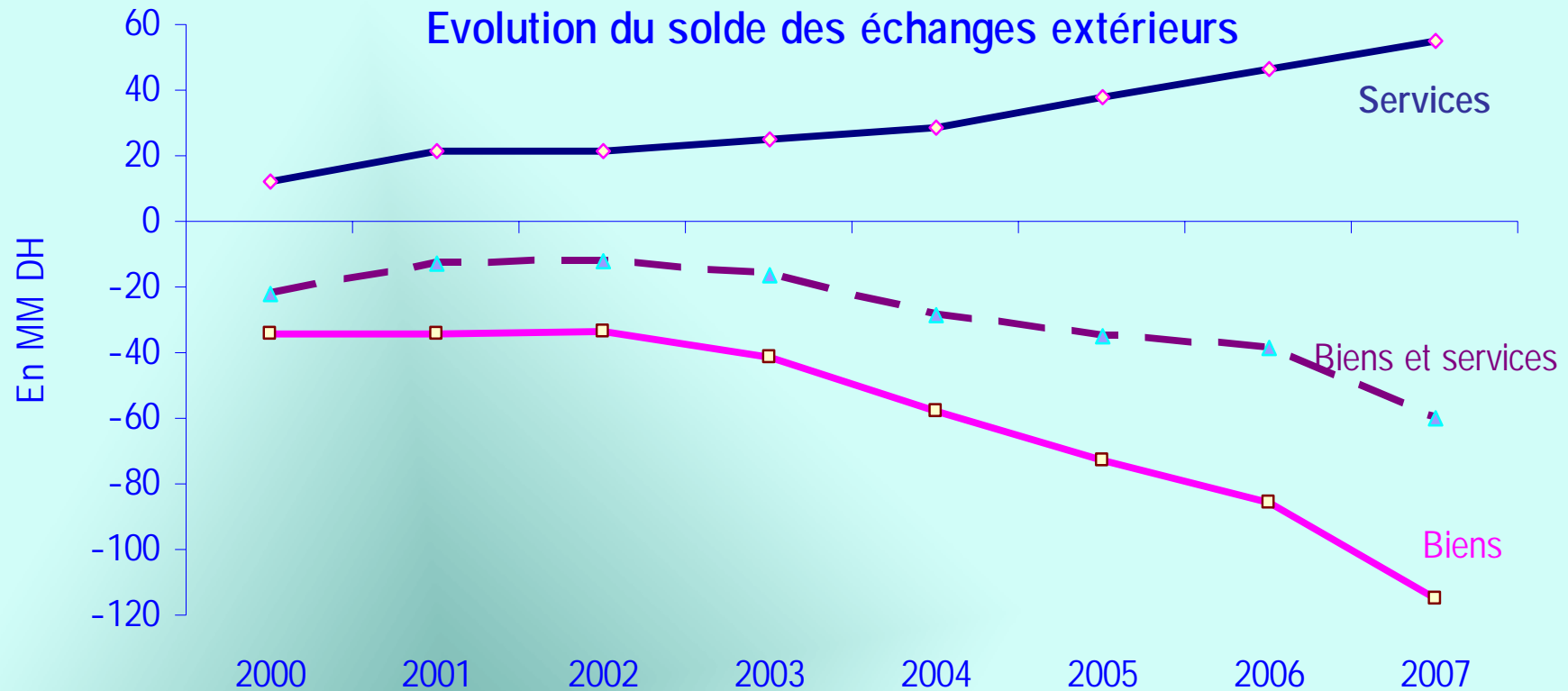


Répartition sectorielle des IDE (2000/07, en %)



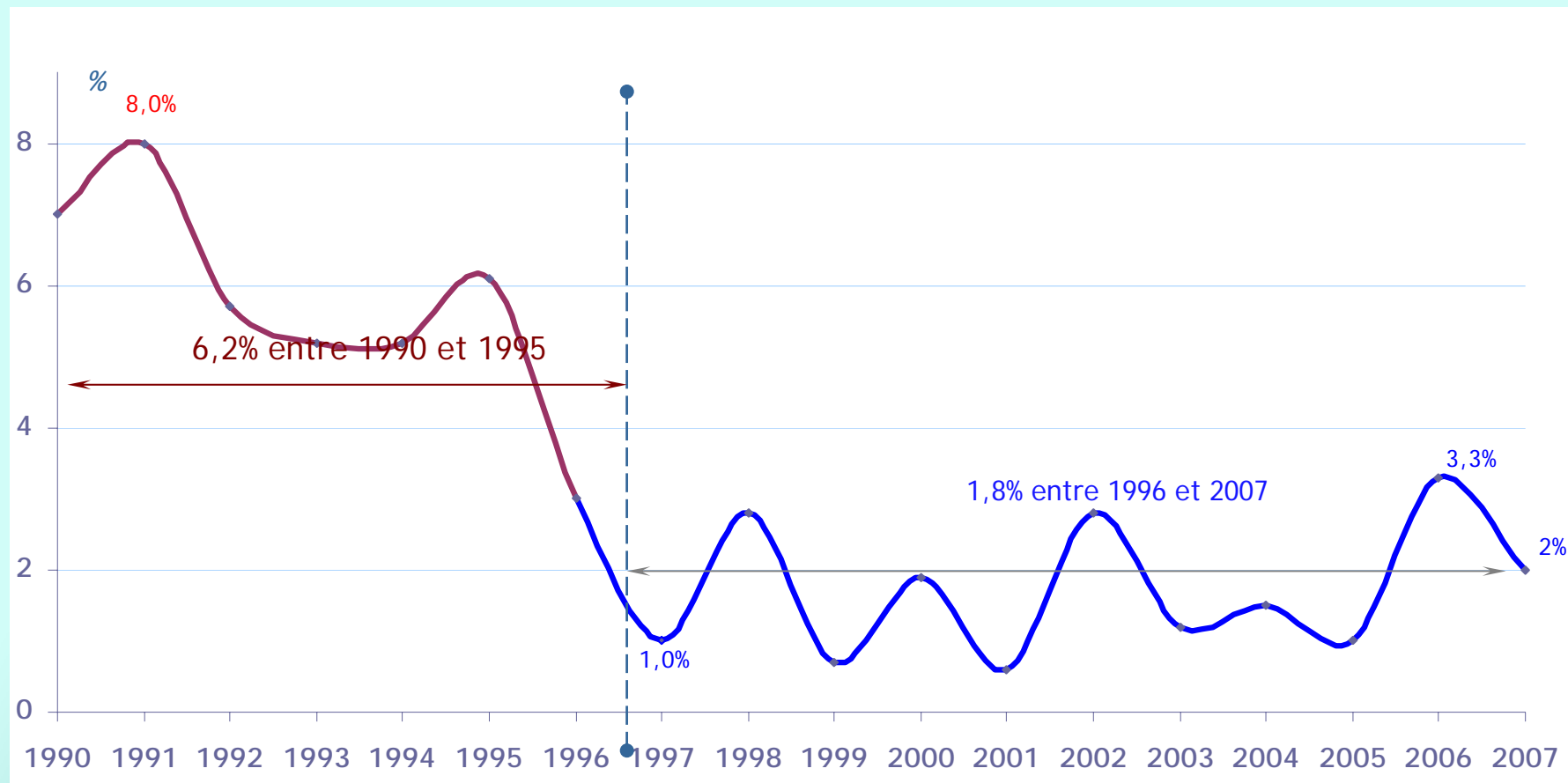
- ❑ Les IDE de l'UE au Maroc occupent une place très importante.
- ❑ La France détient à elle seule 50% des investissements directs au Maroc, au cours de la période 2000-2007 suivie par l'Espagne de 21,4%.
- ❑ Prépondérance des télécommunications et de l'industrie (53%).

# Creusement du déficit commercial



- ❑ Creusement du déficit commercial en lien avec le dynamisme de l'activité économique, l'effort d'investissement et de mise à niveau de l'appareil productif et avec la hausse des prix des matières premières ;
- ❑ Forte contribution des services dans la réduction du déficit commercial.

## Maîtrise de l'inflation



- ❑ **Maîtrise de l'inflation : taux passant de 6,2% entre 1990 et 1995 à 1,8% entre 1996 et 2007 suite à une politique monétaire prudente et à un financement non inflationniste du déficit budgétaire. Cette maîtrise a contribué au renforcement de la compétitivité de l'économie nationale et à la préservation du pouvoir d'achat des ménages.**



## **Ces évolutions ont eu un impact positif sur les indicateurs sociaux**

- ❑ Amélioration du revenu par habitant de 6,1%, passant de 15798 en 2001 à 21748 DH en 2007 ;**
- ❑ Baisse du taux de chômage à moins de 10% au niveau national (14% en milieu urbain ) ;**
- ❑ Baisse du taux de la pauvreté de 15,3% en 2001 à 9% en 2007 ;**

## L'année 2008 confirme les évolutions structurelles positives

<b>PIB</b>	7,0% (1 <sup>er</sup> T.), 6,5% (2 <sup>ème</sup> T.)
<b>Production céréalière</b>	51,2 MQX en progression de 118%
<b>+Pêche artisanale et côtière</b>	+34% en valeur / +13% en volume
<b>BTP</b>	
• Ventes de ciment	+14%
• Crédits immobiliers (9 mois)	28 MM.DH additionnels / +26,6%
<b>Production de l'énergie électrique (7 mois)</b>	+8%
• Phosphate	+212%
• Acide phosphorique	+189%
<b>Industrie de transformation</b>	4,9%

## L'année 2008 confirme les évolutions structurelles positives

### Secteur des télécommunications (1er Semestre)

• <i>Mobile</i>	+21% / 21.4 Millions d'abonnés
• <i>Internet</i>	+37% / 591 653 abonnés
• <i>Fixe</i>	+42% / 2.8 Millions d'abonnés

-Tourisme (Nombre de touristes) +9%

Crédits bancaires à l'économie 70,3 Milliards de DH

• *Immobilier* +28 Milliards de DH

• *Équipement* +10,6 Milliards de DH

Certificats négatifs accordés par l'OMPIC +6%

Commission interministérielle des investissements  
40 projets d'investissement approuvés 37 Milliards de DH

Inflation (10 mois) +3,8%

Taux de chômage (3ème Trimestre 2008) 9,9%

• *Milieu urbain* 15,5%

## L'année 2008 confirme les évolutions structurelles positives

<b>Commerce extérieur</b>	
<b>Importations</b>	<b><u>32,1%</u></b>
<i>Céréales</i>	+60,3%
<i>Pétrole</i>	+35,4%
<i>Biens d'équipement</i>	+27,2%
<b>Exportations</b>	<b><u>34,6%</u></b>
<i>Chiffre d'affaires à l'export de l'OCP</i>	+169,3%
<i>Agrumes</i>	+9,9%
<i>Produits de la pêche</i>	+13,4%
<b>Taux de couverture</b>	<b>50,1%</b>
<b>Recettes touristiques</b>	<b>-0,7%</b>
<b>Transferts des MRE</b>	<b>+1,5%</b>
<b>Recettes des centres d'appels</b>	<b>+23,7%</b>
<b>IDE en MMDH</b>	<b>24,3</b>
<b>Finances Publiques</b>	
Recettes	<b>127 MMDH/+18%</b>
Dépenses	<b>120 MMDH/ +20</b>
Déficit budgétaire en % du PIB	<b>-2,0%</b>

## **Un projet de loi de Finances 2009 qui consolide la croissance, répond à la conjoncture, conforte les partenariats, ...**

### **❑ Objectifs du projet de Loi de Finances 2009 :**

#### **➤ Maintenir un sentier de croissance élevé malgré le contexte international défavorable :**

- ✓ Forte progression de l'investissement public ;
- ✓ Amélioration du pouvoir d'achat et relance de la consommation ;
- ✓ Promotion des exportations ;
- ✓ Diversification des sources de la croissance à travers le renforcement des politiques sectorielles en cours et la mise en œuvre de nouvelles politiques sectorielles (agriculture, eau, énergie,...) ;
- ✓ Amélioration de l'environnement des affaires et renforcement des infrastructures (TGV, Tramway, Autoroutes, ports, assainissement, ...).

#### **➤ Donner une nouvelle impulsion au développement humain**

- ✓ Augmentation de l'effort budgétaire accordé à certains secteurs prioritaires (éducation, santé, habitat, milieu rural, INDH,..).

### **❑ Croissance de 5,8% après 6,8% en 2008**

- ✓ Inflation : 2,9%
- ✓ Déficit budgétaire : 2,9% du PIB.



Merci pour votre attention